

Le conflit en Ukraine a explosé aux « portes » de l'Union européenne. Cette guerre nous rappelle l'importance de saisir les enjeux de paix depuis la Belgique et de trouver les bonnes balises pour nous positionner face aux conséquences de l'invasion militaire.



Le conflit en Ukraine a explosé aux « portes » de l'Union européenne. Cette guerre nous rappelle l'importance de saisir les enjeux de paix depuis la Belgique et de trouver les bonnes balises pour nous positionner face aux conséquences de l'invasion militaire

Des enjeux de paix délaissés

Trop longtemps, les questions de paix sont restées théoriques et lointaines pour beaucoup d'entre nous, citoyen·ne·s de Belgique, protégé·e·s par les remparts d'un continent pacifié depuis plusieurs décennies. Bien sûr, nous sommes conscient·e·s des nombreux conflits contemporains qui se déroulent à travers le monde, mais nous ne mesurons peut-être pas toujours l'ampleur des drames humains qui en découlent. Les images dans les journaux, sur les chaînes de télévisions et sur les réseaux sociaux, les études, les témoignages, ne semblent plus suffisamment convaincants, plus suffisamment choquants. Progressivement, les débats deviennent théoriques et superficiels, les discussions autour des enjeux de paix s'en retrouvent déforcées. Nous tombons dans une inertie d'éloignement, où les dégâts sont réduits à des calculs économiques, où les victimes deviennent des chiffres, où les enjeux de paix se retrouvent dépouillés de toute humanité. Nous faisons la même erreur, encore et

encore : une erreur nommée apathie.

Il n'est donc pas étonnant que la déflagration initiée par la Russie ait pu frapper de stupeur autant de personnes, tel un rappel à l'ordre. C'est comme si, soudainement, les flammes qui brûlent un pays lointain venaient embraser nos "portes" et avec elles, l'illusion de paix qui a été toujours une source de fierté pour notre continent. La mobilisation belge, politique et citoyenne, qui découle de cette guerre peut également étonner. Qu'est-ce qui justifie une réaction aussi forte, qui contraste avec une certaine indolence de l'opinion publique face à tant d'autres conflits armés ? De multiples facteurs peuvent être avancés : la proximité géographique du conflit en Ukraine, la soudaineté de la détérioration, l'implication directe d'acteurs majeurs sur la scène internationale, l'implication de l'Union européenne, la binarité de l'analyse politique et la polarisation accrue... Les facteurs sont nombreux et doivent nous interroger sur notre vision de la paix. Pour beaucoup d'entre nous, les enjeux de paix sont soudainement (re)devenus plus tangibles.

Les conséquences dramatiques de ce conflit sont et seront très palpables pour la population belge et européen·ne·s, tant les ramifications sont multiples : enjeux énergétiques (eux-mêmes liés aux enjeux de [transition écologique](#)), perturbations des chaînes d'approvisionnement et hausse du prix des matières premières, situation migratoire et de l'accueil (ainsi que de protection des personnes migrantes !)[1]... Toutes ces réalités bien concrètes nous rappellent la densité des liens entre les populations, entre les États. Les interconnexions sont nombreuses et l'interdépendance sociale, économique et politique est un fait.

Une position sans équivoque

Le contexte actuel nous pousse à nous interroger aussi sur les positions à prendre face au conflit. Parler de la paix et du bien commun comme un horizon à atteindre ne peut se suffire à lui-même, sans des balises et un cheminement clair pour y parvenir.

Dans ce contexte, en tant qu'organisation de la société civile, nous devons premièrement reprendre comme boussole le respect du droit international et du droit humanitaire.

Réaffirmons notre volonté à soutenir la résolution pacifique des conflits internationaux, le refus catégorique de l'usage de la force, le respect des intégrités territoriales et de la souveraineté politique des États. S'il nous semble encore essentiel de rappeler l'importance de ces notions, c'est parce que nous avons le sentiment que celles-ci sont parfois reléguées au second plan par certains acteurs belges ([politiques, associatifs...](#)).

En effet, à travers une lecture géopolitique strictement focalisée sur les grandes puissances et leurs manœuvres et stratégies internationales, certain·e·s pourraient perdre la perspective

axée sur les droits. Nous reconnaissons qu'il est toujours bon de contextualiser, de tenir compte des leçons du passé et de ne pas tomber dans un angélisme quelconque à l'égard d'un protagoniste ou d'un autre. Mais cette perspective critique ne devra jamais paralyser nos ambitions pour la paix. La neutralité à l'égard d'un conflit est loin d'être la panacée et peut même devenir problématique lorsque nous faisons face à de si grosses disproportions. Rappelons qu'il existe dans ce cas-ci un agresseur et un agressé. Nous devons prendre le parti de la paix et condamner à cet égard les démarches qui viseraient à mettre sur un piédestal la neutralité, à promouvoir quoi - qu'il arrive - une équidistance entre les belligérants.

Les dernières balises que nous poserons pour orienter nos actions, seront l'expression libre des populations - notamment à travers la société civile - et l'exercice démocratique continu et critique. Les lectures géopolitiques de certains acteurs ont tendance à gommer les revendications citoyennes pourtant centrales dans un conflit comme celui de la guerre en Ukraine ou précédemment en Syrie. En Russie, en Ukraine, en Belgique, comme partout ailleurs, nous chercherons à favoriser l'exercice d'une citoyenneté engagée, critique et ouverte sur le monde. Cela se concrétisera logiquement de façon très variable en fonction des espaces de liberté qui existent (ou persistent), mais nous devons encourager toutes les démarches en ce sens. En Belgique spécifiquement, nous devons lutter contre le sentiment d'impuissance que peut générer un tel conflit et renforcer l'esprit critique à l'égard de la masse d'information (ou de désinformation). À travers l'éducation permanente, à travers l'engagement solidaire, nous trouverons des espaces collectifs pour favoriser une culture de paix.

Des actions concrètes en faveur de la paix

Pour redonner vigueur à cet engagement pour la paix, il semble primordial de s'intégrer dans une perspective de court et moyen terme.

À court terme, il est indispensable de mettre en œuvre tous les moyens pacifiques à notre disposition (diplomatiques et politiques), aux niveaux belge et européen, afin de mettre fin au conflit armé le plus rapidement possible. Chaque jour perdu engendre de nouvelles conséquences humaines catastrophiques.

À moyen terme, rappelons l'importance que tiennent la société civile et les corps intermédiaires, en Belgique comme ailleurs. Favorisons la libre expression publique, les espaces de concertation et les dialogues politiques au sein des États, défendons les personnes engagées pour la paix et la démocratie (y compris à l'étranger). Cela participera à la construction d'une culture de paix, appuyée par des débats démocratiques, qui rayonnera

positivement sur les relations inter-étatiques. Cela contribuera aussi à la nécessaire réconciliation et à la construction d'une mémoire commune autour de ce conflit.

Au-delà de la période de crise, nous devons aussi assurer l'ambition de la solidarité que nous avons affichée par rapport à cette guerre. Notre élan collectif de soutien sera mis à rude épreuve à deux égards :

Premièrement, nous devons éviter les positionnements à géométrie variable. Que ce soit vis-à-vis des autres conflits armés qui ne défrayent pas (ou plus) la chronique (Syrie, Yémen, Libye, RD Congo...) ou sur les questions d'accueil de personnes migrantes, notre cohérence est mise à rude épreuve. Assumons collectivement un positionnement fort, courageux et engagé. Ne cherchons pas à délégitimer la mobilisation solidaire en faveur de la situation en Ukraine. Profitons plutôt de cet élan pour renforcer cette solidarité nouvelle, profitons-en pour promouvoir le caractère universel de la solidarité humaine.

Deuxièmement, anticipons le fait qu'il n'est pas improbable que cette guerre actuelle s'enlise progressivement et s'ancre dans une situation plus longue. Le cas échéant, une fois que le choc des premières images sera dépassé, nous devons absolument maintenir notre vigilance et notre mobilisation en faveur de la paix. Le plus grand piège serait - comme nous l'avons vu dans d'autres conflits - de s'accoutumer à un nouveau seuil de violence, avant de passer à d'autres considérations, d'autres préoccupations. Les responsables politiques, acteurs médiatiques et associatifs tiennent un rôle particulièrement important à cet égard.

Les drames humains qui se produisent aujourd'hui ont au moins le mérite de nous questionner sur notre cohérence et notre engagement en faveur de la paix et de la solidarité. Profitons-en pour nous (ré)engager en faveur d'une réelle culture de paix, concrète, collective et citoyenne.

Timur Uluç.

[1] Il est important de souligner également, dans ce contexte de bouleversement, le renforcement de toutes inégalités existantes (par exemple : la précarisation accrue des femmes migrantes, les inégalités économiques face aux augmentations des prix, etc.).